

L'intersyndicale tarnaise CGT - FSU – SOLIDAIRES dénonce les violences sur le chantier de l'A69 et exige l'arrêt des travaux

Les organisations syndicales CGT 81, FSU 81, Solidaires Tarn s'alarment de la situation sur le chantier de l'A69 et dénoncent les violences que subissent les opposant·es au projet d'autoroute. La répression qui se déploie, les atteintes aux droits des personnes, les attaques de milices fascistes font craindre à nos organisations un nouveau Sivens, 10 ans après la mort de Rémi Fraisse, 10 ans après les violences auxquelles ont été soumis·es sur le territoire du Tarn les militant·es écologistes.

Tandis que les travaux avancent à marche forcée, la situation ne cesse de se dégrader sur le chantier de l'A69 : les vies de personnes sont mises en danger. L'été a été marqué par de graves agressions perpétrées par des milices à l'encontre des opposant·es à l'A69. Ces attaques, menées de nuit, ont menacé la vie des personnes ciblées. Elles relèvent d'une stratégie visant à propager la terreur. Ni la Préfecture du Tarn ni Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, ni Christophe Ramond, président du Conseil Départemental du Tarn n'ont condamné ces violences, gardant un silence honteux. Nos organisations dénoncent cette complaisance irresponsable et s'inquiètent des conséquences qu'elle pourrait avoir.

L'intersyndicale du Tarn, CGT-FSU-SOLIDAIRES, dénonce encore la violence des interventions mises en place par les forces de l'ordre. L'avancée des travaux semble l'emporter sur la vie de personnes. Pour permettre le travail des machines, les forces de l'ordre sont prêtes à tout, quels que soient les risques qu'elles font courir aux opposant·es au sol et dans les arbres. Leurs interventions brutales, sans considération des risques encourus, ont provoqué la chute d'« écureuil·le·s » qui ont dû être hospitalisé·es et qui auraient pu y laisser leur vie. À ces violences s'ajoute une sévère et brutale répression, réprimant notamment les soutiens aux écureuil·le·s qui viennent leur apporter les biens de première nécessité, eau et nourriture.

Nos organisations syndicales rappellent qu'en février dernier Michel Forst, rapporteur de l'ONU, s'était rendu sur le chantier de l'A69, il avait constaté des manquements de la part des forces de l'ordre, demandé des mesures de protection des écureuil·le·s, réclamé une enquête et des sanctions contre les méthodes employées. Nos organisations s'alarment que son alerte n'ait pas été entendue, que la Préfecture du Tarn et l'État français fassent fi de ses préconisations. Ces atteintes aux droits et à la démocratie sont inquiétantes et dangereuses.

L'intersyndicale du Tarn, CGT-FSU-SOLIDAIRES, apporte tout son soutien aux opposant·es à l'A69, victimes de ces violences et de cette répression. Les urgences sociales et climatiques imposent l'abandon de l'A69, projet dénué d'intérêt commun, au service des seuls intérêts du groupe Pierre Fabre et de NGE-Atosca. Nous exigeons un moratoire sur les travaux, le temps que soient instruits les recours en justice, que la lumière soit faite sur les irrégularités du projet. Nous réclamons, pour assurer la vitalité de nos territoires, non une autoroute, mais des services publics de proximité et de qualité.

À Albi, le mardi 24 septembre 2024

